Nécessaire mais insuffisant !

Tribune – Edito – Ndimby A. – 17/05/10

Andry Rajoelina ne se présentera donc pas aux élections présidentielles. Dommage : j'étais vraiment impatient de me voir démontrer le poids électoral réel de quelqu'un qui se prévaut depuis plus d'un an d'avoir la majorité du peuple malgache derrière lui. On ne connaîtra donc jamais la vérité des urnes à ce sujet, sauf si le personnage change encore d'avis. Ce qui ne sera pas une nouveauté. Mais là, c'est parait-il différent : M. Rajoelina aurait fait la promesse solennelle de ne pas se présenter. Tout comme il a promis la démocratie sur la Place du même nom, ainsi que la bonne gouvernance et un essor économique qui profite à tous les Malgaches *tsy vaky volo*. Les centaines de milliers de personnes qui ont vu leur niveau de vie péricliter à cause des pertes d'emplois liées à la crise doivent rire jaune. Mais passons.

Quoi qu'on puisse légitimement penser des insuffisances et lacunes d'Andry Rajoelina, il faut reconnaître avec honnêteté que cette annonce de renonciation aux futures présidentielles est une certaine avancée dans le souk politique actuel. Mais de là à crier *hosanna* comme certains griots de la Françafrique qui y voient « un acte courageux », « une détermination sincère à sortir son pays de la longue et pénible crise qu'il traverse », une « *tsy bonne nouvelle fotsiny fa tena BONNE VOLONTE MIHITSY ho fanehoana ny fitiavantanindrazana* », ou encore un témoignage « de son sens des responsabilités », il y a un pas que nous nous garderons de franchir. Il est compréhensible que les diverses déclarations internationales qui ont salué la décision de M. Rajoelina avaient essentiellement pour fonction de l'encourager à faire davantage pour aboutir à la sortie de crise tant attendue. Mais il ne faut pas essayer de voir à tout prix l'ombre d'un homme d'État quand il n'y en a pas. Un homme d'État ne fait pas de coup d'État. Un homme d'État ne sacrifie pas un peuple et une économie sur l'autel de ses ambitions personnelles.

Le fait que Andry Rajoelina ne se présente pas au premier scrutin présidentiel de cette République qu'on nous annonce comme étant l'Eden retrouvé, sous prétexte qu'on incrémente son numéro d'une unité, a juste pour principal effet de permettre des élections plus ou moins sereines, sans candidat d'État. Et de lever la crispation des doutes et irritations qu'une telle présence aurait imprimées dans la course, que ce soient les abus traditionnels pré-électorales dans l'utilisation de l'audiovisuel public, les pressions usuelles sur les structures de l'administration en région, et les habituelles inaugurations de *zava-bita* (réalisations). Quoiqu'on se demande bien quels *zava-bita* cette Transition ci peut inaugurer, à part ce qui a été mis en chantier par le régime Ravalomanana (comme l'inauguration du Rova, par exemple). A moins qu'elle n'élève des monuments à la gloire de l'explosion du chômage, de la déstabilisation post-mutinerie dans l'armée, ou encore des journalistes tué ou emprisonnés.

Une avancée à contretemps

Mais avant d'arriver aux élections présidentielles, il y a un ensemble de problèmes à résoudre, et pour lesquels la non-candidature de Rajoelina n'a aucun impact. Primo, la gestion de la transition qui doit être consensuelle et inclusive de toutes les forces politiques qui comptent, que ce soit avec ou sans la formule Maputo. Secundo, l'organisation et le contrôle des élections. Car s'il y a un seul point sur lequel tout le monde s'accorde, quel que soit son bord politique, c'est qu'il faut aller vers des élections. Mais pour ne pas avoir des élections *ala-safay* à la mauritanienne, il faut également assurer une consensualité sur leur organisation et leur contrôle. Ce n'est donc certainement pas cette CENI née de l'unilatéralisme hâtif habituel qui va se faire accepter de tous comme gage de fiabilité et de respectabilité des résultats. Quoi qu'il en soit, on n'est pas sorti de l'auberge.

Andry Rajoelina a donc fait un pas, nécessaire mais insuffisant. Résoudre la crise et aboutir à une sortie pérenne nécessite qu'une réponse soit donnée aux deux points ci-dessus, mais différemment du bricolage et du replâtrage unilatéral qui semble être la marque de fabrique de la HAT, avec toujours le même échec. Le retour à la table de négociation s'impose donc à tous, que ce soit à Prétoria ou ailleurs. Car si Andry Rajoelina espère qu'en échange de son geste, ses adversaires vont le laisser tranquille pour le reste de la Transition, il se fourre le doigt dans l'œil. La réaction de Marc Ravalomanana annonce la donne. Si cette décision avait été annoncée officiellement plus tôt au lieu d'avoir fait traîner ainsi le flou non artistique durant des mois entiers, la crise aurait sans doute eu un autre visage maintenant. Mais à l'heure actuelle, elle ne résout nullement les problèmes pressants du moment.

Cette renonciation aux présidentielles concerne les présidentielles, et on n'y est pas encore. Il faut donc aplanir la route qui y mène. Cela commence aussi par la démonstration par le pouvoir hâtif d'une bonne

volonté réelle, et non plus de cette affirmation de volonté d'apaisement énoncée hypocritement du bout des lèvres. On apprend ainsi que trois invités légalistes d'une émission politique sur la radio Fréquence Plus se sont fait arrêter et tabasser à la fin de la semaine dernière par des hommes en armes. Pour délit de faciès ou d'opinion ? Ou bien un naturel qui revient au galop, et que certaines brutes mal dégrossies ont du mal à chasser ? Ou encore la démonstration que Rajoelina ne contrôle plus les faucons et les vrais qui l'entourent, et que même un minimum de droit n'existe plus dans ce pays ? Mais comme il paraît que Madagascar a des leçons à donner en matière de respect des droits de l'homme, sans doute donc ces violences sont les travaux pratiques de ces fameuses leçons. Et dans tous les cas, cela rajoute une tension inutile au moment où même les leaders de la mouvance Rajoelina tentent d'aplanir la situation. À moins que les voyous habituels de cette mouvance tentent justement de faire capoter l'aboutissement à un consensus, qui n'arrange pas les affaires de tout le monde.
Quand le bateau coule ... ?

Par ailleurs, faut-il voir dans le renoncement d'Andry Rajoelina à se présenter une marque de force ou de faiblesse ? On peut plutôt penser que le contexte délétère actuel l'oblige (enfin) à être un peu plus raisonnable, et lui a fait prendre conscience que son aveuglement vers un unilatéralisme ne pouvait que mener vers un cul-de-sac. Tous les indicateurs sont au rouge. Et l'apparition récente des lignes de fractures au sein de l'armée ou même de la mouvance Rajoelina rend songeur : voilà donc que des voix se lèvent pour énoncer des critiques hypocrites contre la gestion de la Transition, maintenant que ça sent le roussi. Mais les mêmes personnes n'ont eu aucune vergogne à soutenir et cautionner les mêmes âneries depuis plus d'un an. Ainsi, la base populaire et politique d'Andry Rajoelina a fini par s'effriter, et même les agités de la Place du 13 mai ont fini par se rendre compte qu'il n'était pas le Messie qui s'était autoproclamé comme tel. Combien de ceux qui ont doré leurs carapaces au soleil ont perdu leur emploi ou vu leurs activités péricliter à cause de la crise qu'ils ont contribué à mettre en place ? Et enfin, les signes d'impatience de la communauté internationale ne peuvent que l'inviter à mieux réfléchir avant d'agir, et de préférence avec des conseillers différents que les véreux et malfaisants qui l'entourent depuis un an. Car si Rajoelina pouvait encore se permettre de snober les réactions de l'Union africaine ou de la SADC, la récente déclaration de l'Ambassadeur de l'Union européenne qui a annoncé les sanctions élève les débats vers une autre catégorie. Voilà au moins un diplomate qui n'essaie pas d'anesthésier par des paroles ronflantes le comportement mesquin de sa Capitale, avant de faire des menaces voilées contre ceux qui se posent les bonnes questions.

Reste également à voir si Andry Rajoelina va adouber un dauphin ou un poulain pour s'aligner à la course présidentielle. Les principaux calculs montrent qu'Edgard Razafindravahy, actuel Président de la délégation spéciale d'Antananarivo est bien placé dans les pronostics. Mais l'expérience montre également qu'avec la classe politique malgache, la seule chose dont on peut être systématiquement assuré, ce sont les (mauvaises) surprises.

P.-S.

Certains fantasment déjà de voir Andry Rajoelina invité à ce fameux sommet franco-africain de Nice pour s'y faire appeler Monsieur le Président. lol lol et relol.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Necessaire-mais-insuffisant,14062.html>